

Brochure n° 3044 | Convention collective nationale

IDCC : 573 | **COMMERCE DE GROS**

---

**Avenant n° 4 du 20 novembre 2019**  
à l'accord du 18 janvier 2010 relatif au régime de prévoyance

NOR : ASET2050309M

IDCC : 573

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CGI,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNECS CFE-CGC ;**

**FGTA FO ;**

**CSFV CFTC ;**

**FS CFDT ;**

**FEC FO ;**

**CFE-CGC agro,**

d'autre part,

### **Préambule**

Les partenaires sociaux ont prévu, lors de l'instauration du régime de prévoyance, de faciliter l'adhésion des entreprises au régime de branche auprès des organismes assureurs recommandés, en mutualisant la prise en charge des sinistres en-cours en contrepartie d'une cotisation supplémentaire de 0,04 %.

Suite à l'analyse des comptes techniques et financiers, les partenaires sociaux décident de proroger, pour l'année 2020, la cotisation supplémentaire de 0,04 %.

Ils conviennent de procéder à une nouvelle analyse des comptes à fin 2020.

Compte tenu de la thématique du présent avenant, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à l'article L 2261-23-1 du code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

il a été convenu ce qui suit :

*(Voir le texte page suivante.)*

### **Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 2.3 « Reprise des sinistres en cours » de l'accord du 18 janvier 2010**

Les dispositions de l'article 2.3 de l'accord du 18 janvier 2010 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Afin de couvrir la reprise des sinistres en cours selon les modalités prévues à l'article 1.5 par les organismes assureurs auprès desquels le "contrat national de référence" a été souscrit, une cotisation supplémentaire de 0,04 % sera due par les entreprises adhérentes au "contrat national de référence" jusqu'au 31 décembre 2020. »

### **Article 2 | Date d'effet. Durée**

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour une durée de 1 an.

Le présent avenant peut être révisé selon les dispositions prévues aux articles L. 2222-5, L. 2231-1 et L. 2261-7 du code du travail.

### **Article 3 | Publicité et extension**

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues par la loi.

Son extension sera sollicitée par la partie patronale.

*Fait à Paris, le 20 novembre 2019*

(Suivent les signatures.)